

IRAN: 5.000 PRISONNIERS POLITIQUES MASSACRÉS POUR TERRORISER LA SOCIÉTÉ...

Fin juillet 1988, un grand massacre de prisonniers politiques commence partout en Iran. Pourquoi le régime islamique et son guide suprême, l'ayatollah Khomeiny, décident-ils de commettre ce crime contre l'humanité? Dans quel contexte? Pour quel but?

La rue et l'Occident chassent le Chah

Fin 1978, l'Iran est aux bords d'une révolution sociale, et politique: la classe ouvrière se joint aux étudiants et à la classe moyenne, plus de deux millions de personnes défilent à Téhéran contre la politique du Chah (roi en *farsi*). Craignant que l'Iran ne devienne un nouveau satellite de l'Union soviétique, le président des États-Unis Jimmy Carter, envoie le général Robert Huyser, le 4 janvier 1979, persuader le Chah de quitter le pays. Il y reste un mois afin que les généraux iraniens arrêtent la répression sanglante des manifestants, afin de faciliter la transition du pouvoir.

À la *Conférence de la Guadeloupe*, du 4 au 7 janvier 1979, Carter convainc ses alliés, Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt et James Callaghan, de lâcher un régime soutenu sans restriction jusque-là.

Ainsi aidé par les dirigeants occidentaux, l'ayatollah Khomeiny débarque à Téhéran le 1^{er} février et le «*Guide suprême de la Révolution*» va imposer le régime islamique.

Rapidement la répression des opposants est féroce

La priorité étant de mater les régions les plus résistantes et combatives, le Kurdistan qui exige plus de libertés est visé par un ordre de Khomeiny le 19 août 1979. Les journaux titrent: «*Quarante personnes ont été fusillées à Sannandadj, Marivan et Saghez*». La résistance continuant, le 9 septembre 2021 les forces aériennes des *Gardiens de la révolution islamique (Pasdaran)* bombardent les bases en Irak des groupes kurdes iraniens.

Les femmes sont parmi les premières à résister contre les restrictions rétrogrades du régime islamique. Elles descendent dans les rues contre l'obligation du hidjab imposée dès mars 1979: «*Nous n'avons pas fait la révolution pour revenir en arrière*».

Aujourd'hui encore, certaines le paient très cher: Saba Kord-Afshari, née en 1998, a été condamnée à 24 ans de prison dont 7 ans et demi ferme et se trouve actuellement dans les geôles islamiques. Son crime: marcher sans hidjab dans la rue et diffuser une vidéo sur les réseaux sociaux.

Quand souffle le vent de la liberté

Les ouvriers de différents secteurs économiques, en particulier le pétrole, constituent des conseils et comités de grève pendant la révolution. Ils veulent désormais autogérer les unités de production. Le premier président de la République islamique s'y oppose: «*Il n'y aura plus de conseil ouvrier*».

Une myriade de groupes et partis politiques, jadis interdits car le Chah ne reconnaissait qu'un seul parti, le sien, voient le jour. De multiples livres et journaux, bannis auparavant, sont publiés librement. Des rassemblements politiques se font partout, y compris dans les cours de lycées et amphithéâtres d'universités. Des jeunes militent à partir dès 14-15 ans.

Les femmes se mobilisent de plus en plus contre le hidjab obligatoire et contre les lois en cours d'élabo-

ration, qui les considèrent comme la moitié d'un homme. Les paysans turkmènes constituent leurs conseils et appliquent leur revendication: la terre est à celle et celui qui la travaillent.

Ainsi, nous avons donc été témoins de la radicalisation de la révolution après la prise du pouvoir des mollahs. Les dirigeants des puissances occidentales avaient hélas vu juste, personne à part les islamistes n'auraient pu éteindre aussi bien la flamme révolutionnaire. Le régime islamique a débuté la répression dès sa prise de pouvoir, mais l'ère de liberté s'est relativement maintenue jusqu'en juin 1981, grâce à la combativité de régions telles le Kurdistan, le Khuzistan, le Baloutchistan et le Turkmène Sahara, ainsi que celle des mouvements sociaux, des femmes, des ouvriers qui voulaient maintenir leurs propres conseils dans les usines face aux «*Conseils islamiques du travail*» imposés par le régime.

Mais un fait historique aide le régime capitaliste des mollahs dans la répression de ces mouvements (femmes, ouvriers, paysans, ethnies): la guerre.

La guerre, «nourriture céleste»?

Le régime baasiste de Saddam Hussein déclare la guerre à l'Iran officiellement le 22 septembre 1980. Il voulait occuper le Khuzistan qu'il nommait l'Arabistan, du fait qu'une importante population arabe d'Iran y vit. Khomeiny et son régime, totalement incapables de répondre aux revendications sociales, économiques, politiques et culturelles des mouvements sociaux, accueillent cette guerre à bras ouverts: Khomeiny souhaite «*exporter*» la révolution islamique, les irakiens étant majoritairement chiites. Alors que les prisonniers politiques sont déjà très nombreux, désormais tout mouvement est étouffé sous prétexte de guerre.

En 1982, Saddam Hussein propose la fin de la guerre sans exigence d'annexion du Khuzistan, mais Khomeiny la continue encore six ans supplémentaires, prétextant: «*Pour aller à Jérusalem, nous devons passer par Nadjaf et Karbala, villes chiites irakiennes*».

Le 20 juillet 1988, Khomeiny accepte la résolution 598 de l'ONU pour stopper la guerre, déclarant «*avoir bu un bol de poison*». La plus longue guerre conventionnelle du 20^{ème} siècle s'est ainsi terminée faisant 262.000 victimes militaires et civiles côté iranien, et 105.000 côté irakien.

Les États se font souvent la guerre pour répondre à une crise par une autre crise encore plus colossale. L'État islamique iranien ne pouvant apporter aucune réponse aux crises sociales et sociétales, a pris la guerre pour une nourriture céleste afin d'empêcher toute évolution de la société vers plus de liberté. Ce calcul s'est révélé complètement faux: les nombreux problèmes amenés par la guerre se sont ajoutés aux revendications existantes qui s'étaient accumulées pendant huit ans.

La «Commission de la mort»

Comment gérer la situation quand on est à la tête d'un État théocratique très autoritaire? La réponse est dans la *fatwa* (décret religieux) de Khomeiny qui ordonne le massacre de prisonniers politiques qui va durer tout l'été 1988. L'historien Ervand Abrahamian écrit: «*Le 19 juillet 1988 les portes des prisons ont été fermées et les télévisions débranchées. On n'a plus distribué les courriers et colis aux prisonniers. Les visites de prisonniers ont été interrompues et même aux membres de leurs familles éloignés des alentours des prisons. Les prisonniers ont reçu l'ordre de rester dans leurs cellules et ne plus aller à l'infirmerie, aux ateliers etc...*».

Pour que la *fatwa* soit appliquée une commission est formée, connue sous le nom de «*Commission de la mort*». L'un de ses quatre membres est l'actuel président de la République islamique Ebrahim Raïssi, qui était à l'époque substitut du procureur de Téhéran.

Ce sont ces quatre qui vont décider de la vie et de la mort de plusieurs milliers de femmes et d'hommes qui étaient en prison, surtout pour leur militantisme politique. Des jeunes avaient été arrêtés pour avoir distribué des tracts ou vendu des journaux politiques dans la rue. Beaucoup de prisonniers politiques ayant terminé leur peine restaient en prison: certains ont été réinterrogés par la «*Commission de la mort*» et de nouveau condamnés.

Des atrocités ont été commises sur les femmes, des cas de viols contre les prisonnières politiques avant leur exécution ont été révélés. Les femmes non mariées étaient considérées comme vierges, et les règles islamiques impliquant qu'une femme vierge va dans tous les cas au paradis, des agents du régime les ont violées avant pendaison.

Le «couloir de la mort»

Pour appliquer la *fatwa* de Khomeiny la commission s'est entourée d'ignobles exécutants. L'un d'eux se nomme Hamid Nouri. Par la suite il a fait de nombreux allers-retours en Suède. La vigilance de militants de la diaspora iranienne dans ce pays a porté ses fruits. Il a été arrêté le 9 novembre 2019 à son arrivée à l'aéroport de Stockholm. Son procès a débuté le 10 août 2021 et doit durer 8 mois. Les prisonniers politiques massacrés en été 1988 avaient droit à un «procès» durant au maximum cinq minutes. Il est jugé pour «*homicide volontaire*», «*infraction contre les lois internationales*», et surtout «*crime contre l'humanité*». Hamid Nouri n'intervenait que dans une seule prison, Gohardasht. Une certaine de rescapés peuvent témoigner contre lui. Ils ont décrit les angoisses des prisonniers dans les «*couloirs de la mort*». Nouri et son collègue Nasserian venaient les chercher pour que la «*Commission de la mort*» décide de leur sort. Un témoin dit avoir vu un agent du peloton d'exécution circuler avec une brouette remplie de cordes à pendaison. Un autre a vu une quantité importante de chaussures de prisonniers exécutés, empilées. Un rescapé affirme que le nombre de prisonniers politiques pendus était tellement grand que de gros camions frigorifiques entraient à la prison de Gohardasht pour récupérer les cadavres. La plupart ont été enterrés à la hâte dans des fosses communes. Un prisonnier rescapé a dit que Hamid Nouri distribuait des gâteaux pour fêter les exécutions. Les prisonniers rescapés témoignent que, pendant l'attente dans les «*couloirs de la mort*», leurs yeux étaient bandés; ensuite lorsque Nouri et Nasserian venaient les chercher, ils leur ôtaient le bandeau.

Lorsque les prisonniers ressortaient de la pièce faisant office de tribunal, on les dirigeait soit à gauche du «*couloir de la mort*», soit à droite, le côté gauche signifiant la pendaison.

Hamid Nouri s'est présenté au tribunal suédois souvent avec le sourire aux lèvres. Il se montre confiant.

Terrorisme d'État

Citons quelques exemples du terrorisme d'État de la République islamique.

- Plus de 200 opposants ont été exécutés à l'extérieur de ses frontières.

- Il prend en otage des citoyens étrangers présents en Iran: le 27 juillet 2021, deux Suédois sont arrêtés pour trafic de drogues (hasard?). Un médecin irano-suédois, invité dans le cadre de ses recherches par deux universités iraniennes, a été arrêté en Iran le 24 avril 2016, le régime des mollahs le considérant comme un espion.

- Il est possible que le régime islamique exige un échange de prisonniers, genre de magouille assez courant entre les États: l'État français n'a-t-il pas libéré le terroriste libanais Anis Naccache, alors qu'il était condamné à la prison à perpétuité pour avoir tué un policier et un citoyen français lors de sa tentative avortée de mise à mort du dernier Premier ministre du Chah sur le sol français? L'État français n'a-t-il pas laissé filer le terroriste iranien Vahid Gordji, alors impliqué dans l'attentat sanglant de la rue de Rennes à Paris en 1986 causant la mort atroce de sept passants?

Qui étaient ces milliers de prisonniers politiques, femmes et hommes, massacrés pendant ce long été de 1988? Beaucoup de dirigeants du régime soutiennent encore aujourd'hui ce massacre en prétextant qu'ils n'ont fait que riposter aux attaques armées de l'*Organisation des moudjahidin du peuple d'Iran* (OMPI). Fondée en septembre 1965, c'est une organisation politique gauchisante qui, à l'époque du Chah, pratiquait la guérilla urbaine. Elle a participé à la révolution de 1979 et soutenu le régime islamique à ses débuts. Mais Khomeiny la considérait comme «*hérétique*» et elle a donc été mise de côté par le régime. En juin 1981, les derniers espaces de liberté ayant disparu, l'OMPI recommence ses actes de guérilla urbaine. Regroupés en Irak pendant la guerre. Ils aident le régime de Saddam Hussein dans la répression contre les Kurdes et la population chiite. Soutenus par le régime irakien, les *moudjahidin du peuple* déclenchent une attaque le 25 juillet 1988. Leur leader pensait avoir le soutien des populations iraniennes pour atteindre Téhéran en quelques jours. C'est un échec total: en quatre jours, 2506 moudjahidin sont tués et 531 faits prisonniers.

La majorité des prisonniers politiques massacrés en été 1988 étaient des membres de l'OMPI mais quand on analyse les dates des événements conduisant aux premières exécutions le 28 juillet 1988, on s'aperçoit que le massacre a été prémédité bien avant l'attaque du 25 juillet 1988 des *moudjahidin du peuple*. D'autre part, plusieurs milliers de prisonniers exécutés étaient des militants d'organisations marxistes, maoïstes et même du *Parti Toudéh* (parti communiste pro-soviétique). Ils ne pratiquaient pas la lutte armée, le parti Toudéh a même soutenu le régime pendant trois ans après la répression féroce suivant juin 1981: il considérait les mollahs comme «*anti-impérialistes*» allant vers une forme du socialisme d'État!

Faire peur!

Pourquoi le régime de la *République islamique* et l'ayatollah Khomeiny ont-ils décidé de tuer plusieurs milliers de prisonniers politiques en si peu de temps?

Nous avons rappelé que la prise du pouvoir n'avait pas entraîné le recul ou l'oubli des revendications révolutionnaires. Elles s'amplifiaient même, alors que le régime islamique supprimait des libertés individuelles existantes à l'époque du Chah, telle la liberté de porter ou non le *hidjab* islamique, de consommer des boissons alcoolisées ou de pratiquer des activités artistiques comme la danse.

Par leurs actes, les militants politiques emprisonnés appuyaient ces revendications. Le régime islamique pensait que s'il faisait taire ces militants, il pourrait alors faire taire les revendications et consolider son régime. Le massacre de milliers de femmes et d'hommes avaient pour objectif de faire peur, peur à toute la société éprise de libertés, d'égalité et de justice sociale. Cette tactique peut réussir quelques temps mais se fissure tôt ou tard. C'est pourquoi le même régime de la *République islamique* a encore tué au moins 1.500 manifestants au cours d'une petite semaine de protestations et de révoltes en novembre 2019, toujours pour faire peur. Il ne s'arrêtera décidément pas jusqu'à ce qu'un dernier choc arrive et l'anéantisse pour toujours.

La peur est une politique de l'échec.

Nader TEYF.
